

LA PETITE MUSIQUE DE LA DÉPOLITISATION

En Europe aujourd'hui, la condition des Juifs suscite l'embarras. Tout discours les concernant est pris dans des contraintes que chacun ressent confusément sans parvenir à les analyser, à saisir d'où elles viennent ni en quoi elles consistent. La difficulté n'est pas de dilution ou d'affaiblissement de la condamnation de l'antisémitisme. Lorsqu'il est reconnu, il révulse l'opinion, et est pénalement réprimé. Mais quand il s'agit de parler des Juifs, voire de les défendre, les réactions se font plus contrastées, les causes se bousculent et réclament un traitement égal, de sorte qu'on hésite sur la bonne manière de s'y prendre et qu'on s'interroge sur l'échelonnement des priorités. Qu'un événement survienne, meurtre, attentat ou agression avérée où les Juifs sont visés, l'émotion est vive sur le moment. Il n'en demeure pas moins qu'elle suscite en général, dans l'après-coup, le même traitement interprétatif. On s'efforce de réinscrire le fait dans la situation générale en mesurant le dosage d'un ingrédient qu'on pense bien connaître. On débat des pics de l'antisémitisme, des flux et des reflux, de son expansion ou de sa régression. Certains affirment qu'il ne faut pas exagérer, d'autres que l'exagération dénoncée est encore en-deçà de la réalité. Lorsqu'on s'accorde sur les faits et leur qualification, on condamne avec fermeté, on réprovoque et on punit. Mais la réaction répressive, quand elle a lieu, reste comme suspendue, car elle laisse irrésolue la définition de la politique raisonnée qui est censée la sous-tendre. Celle-ci, en effet, requerrait que l'on pose et que l'on s'attache, par tous les moyens intellectuels dont on dispose, à une question précise, en quelque

sorte principielle : qu'est-ce, *spécifiquement*, qu'être antisémite aujourd'hui ?

Le noyau de la gêne se concentre dans l'adverbe. C'est à partir de ce centre répulsif que se met en place ce qui a tous les aspects d'un évitement collectif tacite. On évite d'entrer dans ce qu'on doit bel et bien nommer antisémitisme. Ce faisant, on évite autant qu'il est possible de nommer les Juifs — on évite de se demander quelle place ils occupent dans les consciences, c'est-à-dire dans la conscience des différents protagonistes qui interviennent au point de tension maximal de notre situation politique d'ensemble, marquée par les violences inouïes qu'ont connues les sociétés européennes, et tout particulièrement la France, au cours des quinze dernières années. Et cela, on l'évite conjointement, collectivement et de façon concertée. Mais on le fait sur le mode tacite, de telle sorte que chacun sait en réalité de quoi il est question, tout en se gardant de le dire aux autres, et alors même qu'il peut éventuellement se le dire ou le murmurer à ses proches. Peu d'inconscient est à relever dans un dispositif de cet ordre. Mais il faut, en revanche, beaucoup d'efforts pour répartir le coût de l'analyse que l'on ne veut pas faire, et donc beaucoup d'efforts pour redistribuer les paramètres de la situation de telle sorte que chacun puisse se dire avec soulagement, en son for intérieur, que le danger a été finalement évité — que des Juifs, même s'il en a été question, on n'en a pas parlé. Ce qu'on laisse consciemment tranquille est ce que l'on sait mais sur quoi on se tait, l'évitement opéré tacitement : point aveugle collectivement produit (et entériné) plutôt qu'inconscient collectif, symptôme d'une volonté de ne pas voir pour ne pas savoir ou avoir à savoir, d'un savoir tout au moins qui viserait, qualitativement, ce que l'antisémitisme recouvre aujourd'hui, comme une expression nécessaire et mal réglée de nos dilemmes.

L'enjeu à affronter pour conduire un meilleur diagnostic du présent est donc celui-ci : il faudrait parvenir à montrer ce sur quoi porte l'évitement, à le rejoindre en prenant appui sur les stratégies qu'il emprunte pour s'effectuer. Pour cela, différentes méthodes sont possibles. On peut se tourner vers différents types de corpus, prises de position et controverses publiques, en particulier celles qui naissent dans le sillage des événements eux-mêmes, en une réaction à chaud où l'embarras est à son degré le plus élevé, au point de confiner parfois à la panique. Les voix, dans ce cas, sont

aiguës par l'affrontement dans l'urgence, la nécessité de dire quelque chose de ce qui a eu lieu, mais elles sont aussi nombreuses, recouvertes les unes par les autres, risquant toujours d'être emportées dans une cacophonie dont l'analyste peine à s'extraire. Il arrive que des occasions moins marquantes se présentent, plus à distance des faits, où le phénomène s'expose en une formule plus simplifiée, sans accrochage direct au tragique des situations. Dans ces cas relativement insignifiants, l'évitement se produit de façon ramassée en un seul et même geste, aisé à ressaisir et à décomposer dans ses éléments fondamentaux et mieux interprétable quant à ses véritables raisons.

C'est ce qui est arrivé dans la presse début octobre 2017. Le point de départ en a été une pratique journalistique d'usage assez courant : un universitaire ou un chercheur, ce que dans le monde anglo-saxon on appelle un « académique », est appelé à intervenir sur une question d'actualité dans un grand quotidien national. Le journal *Libération*, particulièrement ouvert en la matière, a ainsi confié la plume, pour un jour, à des historiens triés sur le volet. Selon les articles, la réussite est variable — en l'occurrence, la pratique n'est pas en cause, elle a ses mérites et ses inconvénients, au lecteur d'en juger, ce qui ne peut se faire qu'au cas par cas. On mentionnera seulement les contraintes de l'exercice : l'historien s'empare d'un fait et le traite comme il l'entend, dans les mêmes conditions d'écriture qu'un journaliste (deux ou trois heures chrono, quelques centaines de mots). Il n'est donc pas dans sa zone de confort. Sur l'affaire ou l'événement, il en connaît en général moins que le professionnel de l'information, et surtout son régime de production habituel est mis à rude épreuve. Mais il dispose en contrepartie d'une liberté de déplacement, de cadrage et de problématisation, et est même, on l'imagine, fortement incité à en faire usage. L'originalité de sa contribution en dépend.

L'historien et politiste Nicolas Mariot s'est prêté au jeu. À l'occasion du procès en cours du frère de Mohamed Merah, il a signé un texte intitulé « Du poilu Hertz à Merah : une radicalisation en famille ». Le texte a suscité la réaction indignée d'un grand nombre de lecteurs, chercheurs ou pas, connaisseurs ou pas de l'œuvre de Robert Hertz, de la Grande Guerre, de l'islamisme. Tous ont jugé indécent le rapprochement entre un soldat de la Guerre 14, sociologue de métier, mort au combat en 1915, et le tueur islamiste de Toulouse en 2012, mort dans une fusillade avec la police. Mariot

avait, par rhétorique préventive, anticipé l'accusation : « On dira qu'il y a un peu d'indécence... » À quoi, immédiatement, il opposait son éthique professionnelle : « les faits sont têtus », et « les parallèles trop forts pour être écartés d'un revers de main ».

Ces parallèles, qui n'ôtent rien aux différences dont l'auteur est parfaitement conscient, sont au service d'une mission intellectuelle endossée comme un devoir : mieux comprendre les « processus de radicalisation », expression que l'auteur met entre guillemets, signalant, comme on fait à l'oral en agitant les doigts, que ce qu'il délivre au public à partir de son travail d'historien apporte une plus-value significative sur la compréhension spontanée, étroitement journalistique, de l'expression. La commande de *Libération* est ainsi honorée, le journal n'a pas à se plaindre. Mais honorée par quoi ? Par trois traits du sacrifice, ou plutôt par trois « règles » généralisables, qu'on retrouve des deux côtés du parallèle : on se sacrifie en famille (« le plus souvent », dit Mariot, ce qui indique une légère modulation de la règle), le sacrifice relève d'un choix (ce qui implique, est-il souligné, que dire non soit une option), on se sacrifie pour des idées (terme que la suite du texte ne précise pas). Hertz, comme Merah, choisit de faire ce qu'il fait, le milieu familial agit dans le même sens et pèse sur lui, et une idée le guide dans ce qu'il décide de faire.

Inutile de s'acharner : ce n'est pas que ces trois traits soient minces, c'est qu'ils n'ont pas d'autre consistance que celle que leur donne la déclaration selon laquelle « les faits sont têtus » et « les parallèles sont forts ». Ils ne tiennent que par cet énoncé péremptoire, et par l'évocation de la « petite musique » que l'auteur dit entendre ici et là-bas, dans sa recherche et dans l'actualité. Lorsque l'on se tourne vers le livre que Mariot a consacré à Robert et Alice Hertz¹, on retrouve bien les trois traits. Mais on n'a pas une théorie plus développée du sacrifice de soi. L'ouvrage est pour l'essentiel le commentaire de la correspondance des époux, à partir de laquelle l'historien dégage un profil d'engagement « jusqu'au-boutiste » dans l'époque considérée. Les mots de radicalisation, de conversion quasi religieuse à l'action autosacrificielle, n'y apparaissent pas autrement que comme un langage un peu relâché, que l'historien a dû estimer parlant pour le lecteur actuel afin de décrire une

1. Nicolas Mariot, *Histoire d'un sacrifice. Robert, Alice et la guerre*, Le Seuil, 2017.

montée vers l'absolu. Cet usage lexical a été critiqué par des historiens plus scrupuleux ; il n'ouvrait pas de façon explicite sur la comparaison avec le terrorisme. Le livre manque de toute façon du degré de théorisation qui aurait élevé les trois traits au rang de grille d'intelligibilité du phénomène, les aurait articulés et dotés d'une puissance explicative généralisable. Le billet de *Libération*, par contre, saute le pas. Un modèle est proposé, avec la vacuité atterrante que chacun peut constater.

C'est précisément ce qui retient l'attention. Mariot est un historien politiste reconnu : il en a tous les titres, n'en est pas à son premier livre, a même été primé par des institutions prestigieuses. On ne doute pas qu'il soit un professionnel compétent. Il occupe certainement, dans le sous-champ des études sur la Guerre 14, une certaine position qui lui vaut des critiques et l'engage dans des controverses, mais celles-ci sont un aspect de la reconnaissance dont il jouit. Il y a plus : si Mariot, comme on ne saurait le lui reprocher, n'a de l'affaire Merah qu'une connaissance superficielle de citoyen éclairé par les médias et quelques lectures, il a en revanche une connaissance hors pair de la carrière et de la vie de Robert Hertz. Il *sait*, et écrit en toutes lettres, que « tout oppose » l'élève de Durkheim et le terroriste. « Tout », c'est-à-dire *tous les faits*, lorsqu'on se donne la peine de les répertorier : les caractéristiques des personnes comme les coordonnées des situations dans lesquelles elles agissent. On se permettra ici d'appuyer un peu plus le trait que Mariot ne le fait dans son texte : Hertz n'était pas seulement un intellectuel, « élève de Durkheim ». C'était l'un de ses meilleurs élèves, peut-être le plus brillant espoir de l'école avant-guerre, auteur de quelques essais en anthropologie et en sociologie qui font partie du corpus classique de ces disciplines. Bref, sans y insister, Hertz est un grand auteur. Cela, Mariot le sait évidemment, comme il sait qu'il y a une différence abyssale entre un combattant au front, engagé dans un combat militaire au cours d'une guerre déclarée, et un tueur qui exécute froidement hommes et enfants. Quant à l'idée ou aux idées respectives qui sont censées mouvoir ou guider l'un et l'autre, Mariot sait également la différence qu'il y a entre la patrie identifiée à la France républicaine et l'État islamique. Si critique puisse-t-il être du « nationalisme cocardier » fustigé au détour d'une ligne (en référence à Barrès dont le socialiste Robert Hertz lisait les articles au début de la guerre), Mariot ne confond pas. Et pourtant, toutes choses *inéga-*

par ailleurs, il fait jouer le parallèle des trois règles inconsistantes, car « les faits sont têtus », et « les parallèles trop forts ». Irrésistible, la comparaison s'impose ; Mariot ne peut pas ne pas entendre la « petite musique » et se laisser porter par elle.

Deux questions sont alors soulevées. La première est plutôt un étonnement. Qu'un journaliste de *Libération* ne se soit pas penché sur l'épaule de l'apprenti pour lui dire : ton sujet ne vaut rien, voilà qui laisse songeur. Dans le cadre de l'exercice particulier dont il s'agissait, invoquer la liberté académique ou la liberté d'expression serait de mauvaise foi ; disons que le journaliste, directeur de rédaction ou autre, a simplement manqué l'occasion de faire prévaloir son point de vue avisé en bloquant le collaborateur mal inspiré. La seconde question est quoi qu'il en soit plus intrigante : où est donc la force du parallèle décrété « fort » ? « Les faits sont têtus », la phrase, lorsqu'on met en regard les deux séries, sonne plutôt comme une dénégation : les faits, tous les faits, pèsent en sens contraire, et Mariot le sait. Qui plus est, il dit qu'il le sait — et il n'y a aucune raison de ne pas le croire. Mais il « ne peut pas ne pas ». Les faits n'ont rien de têtus, mais lui l'est. Quelque chose en lui s'entête malgré tous les faits. La petite musique vient donc d'ailleurs que des faits. Le parallèle est irrésistible, il est « fort », au point que l'auteur estime qu'il en va de son éthique professionnelle : c'est trop fort, je ne peux pas me taire. Je ne peux pas me taire *en tant que savant*.

Mais, peut-être, faut-il alors raturer la première question. Si Mariot a pu faire la comparaison, et si on l'a laissé faire, c'est que la petite musique n'est pas sans résonner dans les esprits bien plus qu'on ne le pense en première approche. Une disposition collective diffuse a rendu le propos tout simplement audible, à défaut d'être pleinement acceptable et d'emporter le consensus. Les réactions d'indignation, répétons-le, ont été vives dans la communauté scientifique comme dans le lectorat au sens large. Il reste que la construction du parallèle a pu passer quelques filtres sans que son aberration ne l'anéantisse purement et simplement. L'un de mes collègues sociologues s'est livré après-coup à une expérience : il a récrit le texte de Mariot mot pour mot, en substituant aux personnages d'Alice et Robert Hertz d'un côté, de Mohammed Merah de l'autre, un couple de révolutionnaires russes engagés en 1917 et un bourreau nazi idéologiquement exemplaire. Évidemment, les trois

règles constitutives du phénomène « sacrifice » s'appliquent sans difficulté, tant elles n'ont rien, ni de constitutif ni de régulateur : idée, famille, choix, les éléments, sous-déterminés comme ils le sont, se retrouvent sans peine à peu près partout. Le récit fonctionne correctement : logiquement, ou illogiquement, rien n'est altéré. Sauf que dans ce cas, le parallèle tombe en-dessous du seuil qui le rend audible. Ce n'est pas qu'il scandalise plus. Le problème, contrairement à ce que pense Mariot — c'est le motif qu'il invoque en défense aux protestations, se drapant dans l'habit du savant au regard distancié qui ne considère que l'objectivité des « processus » —, n'est pas ici moral. Il est politique. Politiquement, la comparaison ne bénéficie d'aucune attente tacite suffisamment structurée dans un cas, alors qu'elle en trouve tout de même une dans l'autre. Une conséquence peut être tirée de ce test : c'est que les « processus », dans leur infinie pauvreté (les trois « règles »), n'ont pas été pris au hasard dans les figures de Hertz et de Merah. La « petite musique », qui gît dans les têtes faute de se trouver dans les faits, n'est pas une élucubration d'auteur isolé. Il faut donc y regarder de plus près, se demander d'où elle vient, de quelles notes elle est composée, et surtout quelle est sa puissance. Pouvoir affirmer que les « parallèles sont forts » quand ils ne le sont pas, la chose est possible si la force se tient quelque part et ailleurs, de façon tangible et nullement imaginaire. Prenons Mariot au sérieux à un moment précis de son discours : lorsqu'il nous dit que c'est fort, trop fort pour qu'il y résiste, il ne dit pas n'importe quoi.

On l'a compris, il se pourrait que ce billet de *Libération*, lu d'une certaine manière, puisse prendre le statut et la valeur d'un document. Si indigent soit-il, il permet de donner forme à un problème épistémologique propre aux sciences sociales que la production académique standard véhicule le plus souvent sans s'en apercevoir, et dont elle traite encore plus rarement. Ce problème, évidemment, le texte n'en traite pas non plus. Mais il le rend sail-lant et du même coup mieux abordable.

Ce problème n'est pas celui auquel pense l'auteur, bien entendu. Il n'est pas non plus celui auquel pensent majoritairement ses critiques. Il faut ici éviter les discussions oiseuses. Il n'est ni celui d'une neutralité de pure posture (« je m'intéresse aux processus et fais fi de mes résistances morales pour laisser parler la vérité objective »), ni celui des exigences du raisonnement comparatif dont il faudrait alors préciser les termes, évaluer le degré de

satisfaction, etc. Encore une fois, c'est dans son extrême faiblesse que le texte est parlant ; aucun principe méthodologique ne le guide, aucune procédure de connaissance ne le sous-tend. Fort de sa nullité, il peut simultanément prétendre faire des sciences sociales et ne pas en faire du tout. Le contraste, dans son cas, est si frappant que la réception ne pouvait être du reste que mauvaise. Mais c'est justement qu'il donne une forme outrée à un biais qui guette cette forme de savoir lorsqu'elle cesse d'être claire sur l'articulation entre science et politique, qui est à son principe. Il est en cela le symptôme d'une crise ; et le seul fait que le parallèle qu'il instaure ait déclenché un rejet *a posteriori*, et pas un rejet *a priori* (contrairement à un autre qui n'aurait pas bénéficié des mêmes conditions d'écoute, entre le nazi et le révolutionnaire par exemple), incite à prendre la mesure de la crise.

Disons les choses autrement : si, à la différence d'un autre parallèle aberrant, celui que Mariot a choisi peut se dire fort alors qu'il est tout aussi faible, c'est que la « petite musique » est prégnante et que, sur ce point, Mariot dit vrai. Bien entendu, elle est forte pour autant qu'on y cède. Mais précisément, il faut se demander ce qui fait qu'un praticien des sciences sociales soit enclin à y céder. Que le cas concerne un praticien qui présente tous les gages de sérieux, reconnu de ses pairs, écrivant des livres d'histoire de bonne facture, cela est d'autant plus éloquent.

Ne nous y trompons pas : le but de Mariot n'est pas de comparer, pas plus d'ailleurs qu'il n'est de comprendre le sacrifice de soi. Il est de faire résonner la petite musique. Le sens profond du texte se loge là, dans les trois notes que sont les trois règles. Plutôt que les regarder comme des principes formels de comparaison qu'elles ne sont pas, plutôt que tenter péniblement d'en tirer une modélisation du sacrifice qu'elles ne fournissent pas, sachons donc déchiffrer ce qu'elles expriment du rapport à la politique que fait valoir l'historien, dans le moment où il délivre au public le fruit de son savoir.

On se sacrifie en famille le plus souvent, nous assure-t-on. La famille est puissante dans la détermination d'actes politiques du genre sacrifice de soi, et ce critère permet de rapprocher la certitude de mourir au combat du soldat de 1915 du refus de se rendre du terroriste de 2012. Elle pèse lourdement sur l'acteur, il ne pourrait pas aller jusqu'au bout de son acte sans sentir ce qu'on imagine

être à la fois une contrainte et un soutien, un effet d'entraînement. Lieu commun de l'explication par le conformisme psycho-social, rétorquera le lecteur mal disposé. Il aura raison, mais il lui faudra encore remonter à l'intention qu'il y avait à adopter ce lieu commun-là de préférence à tout autre. La petite musique, pour être forte, doit avoir sa cohérence. De fait, la première note ne sonne comme il convient que reliée aux deux suivantes. D'abord au choix de l'individu : le poids d'un groupe de socialisation primaire comme l'est la famille n'est jamais si grand qu'il annulerait toute possibilité de rébellion ou de refus subjectif et individuel. L'individu peut toujours faire sécession, « dire non ». Le point a une grande importance pour Mariot. Le parallèle complet doit ajouter les personnages des rebelles familiaux, rares et assez courageux pour dire non : non à la guerre, non au terrorisme, non aux affects familialement entretenus qui poussent à la guerre, non aux affects familialement entretenus qui poussent au terrorisme. Si Mariot se fait fort de ne céder à aucun moralisme dans une analyse qu'il veut froidement objective, notons qu'il s'accorde ici un léger relâchement. Il y a des héros oubliés, et ils le sont d'autant plus que leur résistance se solde en général par l'échec. C'est donc que ces personnages jouent un rôle significatif dans la séduction de la petite musique. La troisième note nous dit lequel : ils disent non à l'idée qui est par contre relayée, amplifiée, intensifiée à travers le milieu familial jusqu'à déterminer puissamment l'action. L'idée colle au collectif « famille » et produit un type de contrainte analogue à celui que mettait en lumière la vieille psychologie des foules, mais certains individus peuvent résister : la preuve est qu'on en trouve dans des familles aussi différentes que celles des Hertz et des Merah.

Les arguments de la famille et du héros caché et mis en échec, c'est le moins qu'on puisse dire, ne nous élèvent pas à une explication sociologique ; ils nous tiennent fermement arrimés à une psychologie tout ce qu'il y a de sommaire. Mais il n'y a pas à s'en offusquer si le but est de permettre à la mélodie d'aller jusqu'à son terme. Ce qui compte dans le dispositif d'action visant à saisir le sacrifice de soi, ce n'est pas le contenu de l'idée qui le guiderait (triomphe de la France, triomphe de l'islamisme, deux idées qu'il faudrait alors déplier un tant soit peu), mais c'est la façon dont elle agit à travers un collectif contraignant, emportant la majorité des individus qu'il englobe, et n'étant refusé que par une poignée d'entre eux. L'idée, on l'a dit, apparaît pour aussitôt disparaître.

C'est que la maintenir aurait orienté le regard dans une tout autre direction : il aurait alors fallu entrer dans la question politique de l'engagement ; s'interroger sur le genre d'idée politique impliqué dans chaque cas. Les différences n'auraient pas été alors entre des motifs d'action individuels, mais entre des idéaux socialement constitués : la nation française dans un cas, distinguée et opposée à l'impérialisme allemand ; l'État islamique, ou le califat dans l'autre, opposé aux démocraties libérales d'Occident. Que ces idéaux s'élaborent aussi dans les familles, c'est certain. Mais les familles sont différentes selon les classes, et les classes elles-mêmes constituent leurs idéaux et leurs normes d'action en relation les unes avec les autres et en s'inscrivant dans une société globale sur laquelle elles ont une perspective déterminée. Une sociologie politique, y compris lorsqu'elle invoque la famille, exige ici une série de spécifications. Or c'est ce que la petite musique s'évertue à exclure : qu'on puisse ou qu'on doive faire des différences politiques, et qu'on le fasse sociologiquement, en réfléchissant non à la façon dont les acteurs sont déterminés à agir conformément à une idée *quelconque* (sous l'emprise de leur milieu auquel ils résistent ou pas), mais au système d'action qui les fait participer à la construction d'une vision politique *particulière*, qu'ils défendent ou pas, mais dont le contenu est déterminant pour rendre compte de leurs actions.

Hertz et Merah ont tous les deux une famille. La vraie faute de Mariot n'est pas d'obliger à raisonner à partir de ce truisme. Lui-même ne raisonne d'ailleurs pas. Elle est de faire du collectif « famille » l'opérateur de la désactivation qui lui importe : effacer la différence entre des motivations politiques distinctes, s'exempter d'entrer dans ce qu'elles peuvent signifier, c'est-à-dire dans ce qu'une description sociologique de leur formation pourrait éventuellement en dire, précisément dans ce qu'elles ont de politique. La solidarité familiale capte vers elle tout le poids de la détermination collective de l'action, ou plutôt de la détermination de l'action individuelle par le collectif abstraitement considéré. Dans son livre sur Hertz, Mariot est plus explicite : alors qu'elle pousse Robert et le convainc de son héroïsme à grand renfort de lettres, la famille en vient à s'identifier à la nation elle-même, dans son unité vivifiante. « Nous sommes l'Union sacrée », résume l'historien en faisant parler ses acteurs². Mais qu'est-ce que l'Union sacrée, dans ce cas ?

2. *Histoire d'un sacrifice*, op. cit., p. 77.

Plus exactement, quelle forme de « nous » est l'Union sacrée pour que tel ou tel groupe social, classe ou famille, puisse s'y rapporter, et de quelle façon le fait-il pour que des motifs politiques déterminés y prennent forme ? Pour Mariot, on sait suffisamment ce qu'est l'Union sacrée, la nation, comme on sait suffisamment ce qu'est le califat. Ce sont des idées, des formations idéologiques sans doute différentes, mais dont la différence n'est pas significative pour rendre compte du processus d'action, Car ce qui compte, c'est l'annulation subjective qu'elles produisent également en tant qu'elles sont des « nous », ce dont la famille se charge, au plus près de l'acteur.

On se doute que le spécialiste de la Guerre 14 a dû, au cours de ses recherches, être frappé par la façon dont le nationalisme, les nationalismes, ont poussé et poussent encore à la violence. On se doute aussi que son rapprochement, et déjà ses livres, devaient déclencher les foudres de nationalistes convaincus. Mais qu'on soit critique du nationalisme ou pas, la question n'est pas là. Elle se situe en amont. Elle est de savoir si les sciences sociales ont ou non à faire intervenir, dans leur analyse, des instruments leur permettant de ressaisir le sens politique que les acteurs donnent à leurs actions et à les inscrire dans des situations socio-historiques définies, où certaines expériences politiques sont possibles pour différentes couches sociales en relation les unes avec les autres, différents sous-groupes et différents individus à l'intérieur de ces sous-groupes.

La petite musique qu'a entendue Mariot l'intime de ne pas le faire. La famille s'offre alors comme la première note. Et la possibilité de dire « non » s'y ajoute tout naturellement. Face à un collectif compact, qui n'est pas, ne peut pas et ne doit pas être politiquement spécifié, le résidu d'expérience politique réelle est tout entier reversé au profit d'un romantisme de la rébellion, révolte singulière de l'individu isolé et dressé contre le collectif comme tel, toujours suspect de fomenter la contrainte poussant à la mort, à celle des autres dans la guerre, le meurtre ou l'attentat, à la sienne propre dans le sacrifice de soi. L'individu est seul contre tous, en somme, mais en précisant que « tous » doit rester dans l'indétermination. La petite musique dévoile son thème majeur : la dépolitisation des sciences sociales. Elle ne laisse subsister d'affects politiques que ceux qui valorisent la sécession individuelle, l'acte de

nier les contraintes toujours mortifères que le collectif est censé engendrer, qu'il s'appelle nation, État ou califat. L'opération serait-elle moins aisée si le collectif renvoyait à la révolution ou à la société socialiste? Sans aucun doute, c'est ce qui fait que la translation évoquée plus haut, bien qu'elle ne change rien au prétendu dispositif comparatif, tombe hors du cadre des constructions audibles. Dans un contexte où la dépolitisation des sciences sociales fait son chemin et attaque jusqu'aux premiers réflexes des praticiens des disciplines, il est prévisible qu'il en aille ainsi. Dépolitisation dont on comprend qu'elle procède d'une incapacité à lire les différences politiques qui se construisent dans l'action sociale, et dont on voit, en l'occurrence, qu'elle conduit inévitablement à verser dans la psychologisation, avec pour pendant compensatoire la valorisation romantique de l'individualité en rupture avec le groupe, refuge facile d'une pensée politique qu'on ne sait plus à quoi accrocher. De ce point de vue, si la substitution du révolutionnaire russe au patriote français dysfonctionne, ce n'est pas qu'on croit à la justice intrinsèque du rêve socialiste alors qu'on ne croit pas à celui de la nation républicaine. On ne croit en fait ni à l'un ni à l'autre en tant qu'idéal collectif substantiel susceptible d'orienter et de structurer de manière sensée l'action des individus. Simplement, alors que le premier garde un attrait pour la valorisation de la sécession individuelle, le second n'en a pas. La dépolitisation des sciences sociales a ses rigueurs, elle impose des choix aux chercheurs. Voilà la force des parallèles : toutes les figures ne sont pas bonnes à prendre.

L'ironie de l'histoire est que le choix ait dû tomber sur Hertz. S'il est permis d'en vouloir à Mariot, c'est, entre autres raisons, pour ne pas avoir relu le concentré d'autobiographie et de justification d'engagement qu'il cite lui-même, commente dans son livre, et reprend dans son billet : « [...] comme Juif, comme socialiste, comme sociologue, je devais faire plus. » *Plus*, c'est-à-dire : se porter volontaire pour la ligne de front où la mort était le sort certain. Cette série, Hertz ne l'a pas employée qu'une seule fois, elle devait être pour lui une formule signifiante, munie de chacun de ses termes, déclinés dans cet ordre. S'agissant d'un penseur de son calibre, le tact interdit évidemment d'en tenter une explication en quelques lignes. Ce dont on peut cependant être sûr, c'est que la référence au socialisme n'était pas secondaire pour lui et qu'elle se rapportait à sa pratique de la sociologie. Mariot n'en fait pas grand

cas dans son livre, la « conversion » de Hertz étant plutôt interprétée comme une subordination du socialisme à l'affirmation d'un nationalisme belliciste, en consonance avec une tendance de l'époque. Le lien à la pratique comme à la théorie sociologiques est tout à fait négligé. Il est vrai que le corpus pour en traiter aurait alors dû s'élargir considérablement et les « idées » de Hertz être étudiées dans les textes où lui-même les développe en tant qu'idées. Reconnaissons au demeurant que Hertz, socialiste *et* sociologue, fait figure de victime particulièrement paradoxale des dégâts causés, dans les sciences sociales dont il reste l'un des auteurs canoniques, par leur dépolitisation.

On a dit qu'il y a là un problème épistémologique d'importance. La conjonction mise en avant par Hertz aide à le préciser. Un usage scolaire de la neutralité axiologique, comme d'ailleurs, pour rester dans l'orbite du durkheimisme, de la critique des prénotions, peut laisser penser que la dépolitisation est bonne en soi, en ce qu'elle serait nécessaire à la construction d'un regard objectif — en l'espèce, le regard froid et distancié sur la « réalité des processus ». C'est là une caricature de rigueur : la dépolitisation nécessaire est celle qui s'attaque à des convictions non fondées rationnellement que la démarche scientifique ne ferait que valider *ex post*. Mais cela n'ôte rien au fait que les sciences sociales ont une fonction essentielle, qu'on ne peut pas leur retirer sous peine de les vider de leur sens : elles visent à reprendre les questions politiques dans des termes qui permettent d'orienter le jugement en situation. Le savoir n'est pas désengagé, il donne à l'engagement un cadre où celui-ci se trouve en mesure de construire sa signification. Les sciences sociales sont en cela une connaissance d'un genre très particulier : elles se justifient, au plan épistémologique même, par la capacité qu'elles donnent de se rapporter à l'expérience politique autrement qu'à l'aide des catégories du sens commun ou des valeurs assumées de façon non réflexive. Inversement, c'est les priver de pertinence que de bloquer l'élaboration de cette capacité. Cette dépolitisation n'est pas seulement un dommage politique : elle est, simultanément, un renoncement à produire de la science.

Hertz, Durkheim, Mauss étaient des savants. Ils ne cessaient pas de l'être quand ils explicitaient et justifiaient le socialisme, quand ils s'efforçaient d'éclairer leur société nationale dans sa

structure propre, lorsqu'ils y appuyaient et y valorisaient certaines tendances, en critiquaient d'autres, ni encore lorsqu'ils décidaient qu'il fallait la défendre dans le contexte européen où ils la jugeaient menacée. Il se trouve que ces savants étaient aussi des Juifs, plus précisément des Juifs laïcs. La façon dont cette identité se rappelait à eux devait revêtir un sens différent pour chacun, les figures n'étant pas réductibles à un unique schéma. Selon les individus, la question affleurerait plus ou moins, avec plus ou moins d'intensité, et à des occasions qui pouvaient être très différentes. La France, à la différence de l'Allemagne, n'a pas connu la formation d'une intelligentsia juive consistante, définie en tant que telle de l'extérieur comme de l'intérieur, et pour laquelle la référence au judaïsme aurait un sens constitutif; c'est ce qui rend plus difficile de discerner l'articulation des appartenances et d'en tirer un éclairage des adhésions et des destins. L'écart est lié à la façon dont l'émancipation s'est produite : à son accomplissement politique précoce dans le cas de la France, à sa trajectoire chaotique et diffractée, pleine de régressions, dans le cas de l'Allemagne. Que Hertz, Juif d'origine allemande, ait vu dans la République française une terre d'élection pour accomplir pleinement non son judaïsme, mais sa citoyenneté et sa contribution à la vie politique moderne, c'est manifeste. Mais cela ne dit encore rien des conséquences qu'il y voyait précisément pour un Juif, et pour autant que lui-même restait juif. Mariot interprète la désignation de soi « comme juif » par un désir d'intégration entaché de sentiment de dette et de douleur secrète, obligeant en cela à une surenchère de nationalisme. C'est évidemment un peu court et ne permet pas de saisir en quoi l'intégration non seulement est distincte de l'effacement, mais peut conduire à réinvestir positivement le signifiant « juif » dans un cadre laïc. Surtout, le même problème resurgit au sujet du socialisme et de la sociologie. La dépolitisation laisse le champ libre au psychologisme qui culmine dans l'insistance sur la blessure putative qu'il aurait fallu colmater. « Juif », lorsque Hertz l'emploie en se sacrifiant pour la France, n'a pu être selon Mariot qu'un stigmaté inversé.

Il est vrai qu'imaginer qu'il ait pu être autre chose aurait brouillé la petite musique. La nation aurait perdu son statut de collectif abstrait conduisant inéluctablement à la mort, pour devenir un collectif socio-historiquement défini. Et l'on se serait demandé comment un Juif qui s'est fait socialiste et sociologue la comprenait

pour qu'elle puisse être à la fois le lieu d'une politique de ce type, d'une pratique scientifique de ce type, et de l'émancipation vécue à partir d'une appartenance de ce type — appartenance que Hertz ne refusait certes pas. La sociologie dépolitisée est loin de pouvoir aborder de telles questions. Elle est faite pour qu'on ne se les pose pas.

Pourquoi est-elle donc faite ? Pour orienter le questionnement ailleurs, c'est-à-dire pour le détourner de ce qu'une prise en compte des déterminations politiques de la situation engagerait à rechercher. Hertz et Merah n'ont pas été choisis au hasard, le parallèle aberrant est suggéré et soutenu par une petite musique qui existe bel et bien. Musique de la dépolitisation, c'est-à-dire musique rappelant le danger qu'il y aurait à politiser, à appliquer un regard politique des sciences sociales à certaines questions qui se posent aujourd'hui à la société française. La petite musique est la musique d'ambiance de l'évitement collectif tacite. Évidemment, comme toute musique d'ambiance, elle ne fonctionne vraiment qu'à se faire oublier : elle est faite pour détendre, pas pour être écoutée. Mariot a eu le tort de monter le son : Hertz n'a rien à voir avec Merah. Le rapprochement des deux cas n'a d'utilité que si on se donne un but, permettre à la dépolitisation d'opérer. Mais pourquoi faut-il précisément qu'elle opère ? C'est qu'elle le doit impérativement, dans ce cas précis, qu'incarne Merah et pas Hertz. C'est à propos de l'affaire Merah qu'il nous faut nous détendre.

Dans cette affaire, il est question des Juifs. Non pas de leur identité — et du jeu dans lequel se produisent les « reconfigurations d'identité » qui intéressent exclusivement Mariot lorsqu'il parle de Hertz —, mais du sens politique de certains actes, en l'occurrence de meurtres qui visent ce sous-groupe dans la France et dans l'Europe d'aujourd'hui. Mariot sait et dit — tout ce qu'il sait, il le dit — que Merah est antisémite. La petite musique l'obligeait-elle à en faire mention ? Pas vraiment, si l'on prend les trois notes à la surface : les familles s'équivalent, les choix subjectifs sont ceux d'individus non spécifiés par leurs appartenances, et les idées sont réductibles à des idéologies à portée sacrificielle et meurtrière, elles sont homogènes sous ce rapport. Dans la situation présente toutefois, l'homogénéisation rencontre une résistance de taille. Il s'agit d'un de ces événements qui nous convoquent de telle manière qu'on ne peut plus ne pas discriminer. C'est précisément à

ce moment qu'on voudrait que les sciences sociales nous éclairent, fournissent des outils de compréhension de ce qui est en train de nous arriver. Le moins qu'on puisse dire est que le modèle des trois règles de Mariot, sa théorie de la radicalisation, ne nous sert à rien. Tout au contraire, il agit comme un écran : il enjoint à nous détourner de ce que nous percevons pourtant comme revêtant une signification politique dans la situation.

Merah a tué des Juifs : un homme et trois enfants, à bout portant. Auparavant, il avait assassiné de la même manière trois militaires dont certains étaient musulmans, militaires qui avaient, à ses yeux, le tort d'être engagés pour la France dans un corps d'armée, d'y risquer leur vie et d'être par conséquent intégrés sur le mode que Mariot impute à Hertz dans son portrait. Merah hait la France, les Juifs, les apostats. Dans ses meurtres, il a fait montre d'une motivation puissante qui n'était pas de se sacrifier, mais de tuer des ennemis précis, désignés dans le cadre d'une politique déterminée. Sa motivation est politique. Elle compte parmi ses prémisses qu'il est légitime, requis, louable, pertinent et juste de tuer des Juifs. Mariot étant historien, on ne peut pas lui faire le grief de ne pas travailler à une sociologie politique de l'antisémitisme que ce cas, comme bien d'autres qui n'ont pas tous ce degré de gravité, appelle sans ambiguïté. Celle-ci consisterait à se demander à travers quelles dynamiques et quelles tensions constitutives de la société française, et plus généralement des sociétés européennes, se configurent des motifs d'action de ce type. Ou encore comment et à partir de quels paramètres prend forme une *politique* antisémite, quels en sont les porteurs sociaux privilégiés, comment s'enchaînent et se répartissent les gestes et les énoncés qui composent le tableau global où l'acte antisémite vient prendre place. Cela n'est pas du ressort de l'historien, même lorsqu'il s'aventure dans une proto-sociologie, qui est en fait psychologie, des processus de radicalisation. Par contre, l'un des griefs qu'on peut adresser à son parallèle musical est de travailler à la dilution de l'objet même d'une telle sociologie. De ce point de vue encore, son billet de *Libération* est tout à fait exemplaire par le grossissement des traits qu'il présente au lecteur.

« Juif », aujourd'hui, est un mot gênant, bien plus que ne l'est la mention de l'antisémitisme, surtout si l'on réduit celui-ci à une opinion individuelle regrettable, ou, dans les cas plus actifs, à une maladie mentale qui investit incidemment, et d'une façon qu'on

voudrait contingente, les esprits confus en mal d'actions d'éclat. « Juif » est gênant parce qu'il oblige à politiser notre regard, nous fait toucher un point de tension politique aiguë au cœur de la situation présente. Il est certain qu'existent autour de nous d'autres points sensibles de ce type, repérables par découpage des zones où se manifeste l'évitement collectif tacite. Ces points sont différents et méritent tous l'attention, d'autant plus qu'ils sont assurément reliés les uns aux autres, composent la carte complexe d'une strate de notre expérience sur laquelle nous ne sommes pas au clair. Quoiqu'il en soit, nous constatons que le rapport aux Juifs, quand il est pris comme analyseur de notre situation, entraîne une contraction des discours et des actes. À quoi répond l'évitement ou la détente procurée par la petite musique. Mariot n'y a pas échappé, et c'est là le ressort le plus enfoui de son parallèle, ce qui le rend proprement irrésistible, si bien qu'il lui a en quelque sorte échappé des mains. C'est que, à l'aide de ce parallèle, l'intensité politique concentrée dans le signifiant « juif », sa charge politique, peut être opportunément divisée, distillée, répartie aux différents coins des deux scènes, et par là finalement neutralisée. Le parallèle de Mariot a beau être grossier, il y a certaines grossièretés qu'il s'épargne : il ne cache pas l'antisémitisme de Merah, mais le souligne. Il n'appuie pas le trait juif de Hertz, ne fait que le mentionner dans la citation autoportrait et ne cède à aucun moment au cliché démonstratif antisémite de la symétrie inverse victime/bourreau. Il est même probable que le procédé le répugne. Par contre, il use de « juif » dans les deux cas. Cela n'entre pas dans l'approche qu'il préconise à l'aide des trois règles. On l'a vu, la petite musique n'a pas besoin de cette note pour jouer correctement et selon la fin qu'elle s'est donnée. Bien plutôt, elle la recouvre et « juif », par conséquent, apparaît dans la mélodie de Mariot comme pure occurrence. Le problème est que la note dissonante continue d'insister. Merah voulait vraiment tuer des Juifs parce qu'ils étaient juifs, c'était une dimension essentielle de ce que le parallèle s'acharne à redécrire comme son combat jusqu'au-boutiste. « Juif » insiste, au titre de signifiant politique. C'est alors que l'auteur, consciemment ou inconsciemment, recourt à une troisième occurrence, du côté de l'héroïsation, et donc de la compensation romantique dont on a vu la fonction : le frère de Merah qui n'a pas cédé à l'encerclement familial, à la poussée du collectif au sacrifice de soi, a épousé une Juive. À la première lecture, s'agissant d'un texte aussi court et

aussi peu écrit — l'auteur n'avait pas beaucoup de temps, ni beaucoup d'espace —, on ne ressent qu'une légère dissonance, un infime excès de ton imputable à la précipitation. Mais l'important n'est pas le fait lui-même, bien peu heuristique, et en tout cas pas plus que les autres faits mentionnés. Il est dans le réseau des trois occurrences qui, égrenées de la sorte, ne sont précisément plus que des occurrences. L'antisémitisme de Merah est réprouvé avec vigueur. Mais c'est un antisémitisme évidé, dépolitisé lui aussi, un antisémitisme auquel manquent curieusement les Juifs en tant qu'ennemis désignés et voulus. Car les Juifs, au bout du compte, sont présents en tout point, aux endroits les plus écartés de la double scène. Ce sont des personnes qualifiées certes, mais dont la qualification n'entre pas dans la détermination politique d'une conduite qui les prendrait pour cible. L'éparpillement, la distillation, rend la charge concentrée sur eux quasi inexistante. Des Juifs, il y en a jusque dans la famille de Merah.

La petite musique du sacrifice, dit Mariot, a été « insidieuse ». Il s'est trompé sur ce qu'elle disait, mais pas sur son mode de pénétration des esprits, à commencer par le sien. Que les disciplines censément pourvoyeuses de lumière sur notre expérience politique s'attèlent avec autant de résolution sereine et d'affectation pseudo-savante à nous détourner de ce que nous devons voir, telle est la plus mauvaise nouvelle que ce texte véhicule. Comme il en va d'ordinaire avec les nouvelles, c'est dans le journal que nous la lisons.

Bruno KARSENTI